

Évolution des compétences législatives du Parlement européen

Légende: Conformément aux réformes successives du Traité instituant la Communauté européenne (TCE), le tableau suit le développement des principales procédures législatives régissant les politiques communautaires, afin de montrer l'évolution des compétences législatives du Parlement européen.

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/evolution_des_compences_legislatives_du_parlement_eurpeen-fr-555e554b-a147-46c5-b5bc-61fa3fd56e7b.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Évolution des compétences législatives du Parlement européen Traité de Rome (TCE)

Consultation		Avis conforme		Coopération		Codécision	
Base juridique	Articl e	Base juridique	Articl e	Base juridique	Articl e	Base juridique	Articl e
Discrimination en raison de la nationalité	7						
Union douanière	14 § 7						
Politique agricole commune (lignes directrices)	43						
Liberté d'établissement (programme général)	54 § 1, 54 § 2						
Liberté d'établissement (régime spécial avant l'expiration de la période transitoire)	56 § 2						
Accès aux activités non salariées	57 § 1, 57 § 2						
Libre prestation des services (suppression des restrictions)	63 § 1 et 2						
Transports	75						
Concurrence	87						
Rapprochement des législations	100						
Fonds social européen	126, 127						
Ressources propres	201						
Accords avec des Etats tiers	228						
Pouvoirs implicites	235						
Révision du traité	236						
Accords avec des Etats tiers	238						

TCE modifié par l'Acte unique européen

Consultation		Avis conforme		Coopération		Codécision	
Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article
Union douanière	14 § 7	Adhésion de nouveaux Etats membres	237	Libre circulation des travailleurs	49		
Politique agricole commune (lignes directrices)	43	Accords avec des Etats tiers	238	Liberté d'établissement (mise en œuvre du programme général)	54 § 1		
Liberté d'établissement (programme général)	54 § 1			Etablissement et fonctionnement du marché intérieur	100A		
Liberté d'établissement (régime spécial avant l'expiration de la période transitoire)	56 § 2						
Accès aux activités non salariées	57 § 1, 57 § 2			Discrimination en raison de la nationalité	7		
Libre prestation des services (suppression des restrictions)	63 § 1, 2			Politique commune des transports	75		
Transports	75			Fonds européen de développement régional	130 E		
Concurrence	87						
Dispositions fiscales	99						
Rapprochement des législations	100						
Fonds social européen	126, 127						
Fonds structurels	130 D						
Recherche et développement technologique	130 Q						
Environnement	130 S						
Attribution des compétences d'exécution à la Commission	145						
Création d'une	168 A						

juridiction de première instance et ses compétences							
Statut de la Cour de justice	188						
Ressources propres	201						
Membres de la Cour des comptes	206						
Règlements financiers	209						
Régime des fonctionnaires	24 Tr. fusion						
Accords avec des Etats tiers	228						
Pouvoirs implicites	235						
Révision du traité	236						

Traité de Maastricht (TUE)

Consultation		Avis conforme		Coopération		Codécision	
Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article
Révision des Traités	N TUE	Elargissement	O TUE	Transports	75	Libre circulation des travailleurs	49
Droit de vote et d'éligibilité dans l'Etat membre de résidence	8 B	Droit de circuler et de séjourner	8A	Harmonisation des valeurs unitaires et des spécifications techniques des pièces en Euro	105 A § 2	Liberté d'établissement (mise en œuvre du programme général)	54 § 2
Citoyenneté européenne	8 E	Vigilance de la BCE	105 § 6	Interdiction des mesures établissant un accès privilégié des institutions de l'UE ou des Etats membres aux institutions financières	104 A § 2	Liberté d'établissement (après le fin de la 2ème étape)	56 § 2
Union douanière	14 § 7	Fonds structurels et création du Fonds de cohésion	130 D	Interdiction d'accorder des découverts ou des crédits aux autres institutions	104 B § 2	Accès aux activités non salariées (partiellement)	57 § 1 et § 2
Politique agricole commune (lignes directrices)	43	Accords avec les pays tiers (partiellement)	228 § 3	Procédure de surveillance multilatérale	103 § 5	Etablissement et fonctionnement du marché intérieur	100 A
Liberté d'établissement (programme général)	54 § 1	Modification du Statut SEBC	Protocole 18, art. 41	Discrimination en raison de la nationalité	7	Education	126
Liberté d'établissement (régime spécial avant l'expiration de la période transitoire)	56 § 2			Politique sociale	118 A	Formation professionnelle, sauf harmonisation législative et réglementaire	127 § 4
Accès aux activités non salariées (partiellement)	57 § 2			Fonds social européen	125	Culture	128
Libre prestation des services (suppression des restrictions)	63 § 1			Politique de formation professionnelle sauf harmonisation de dispositions législatives et réglementaires	127	Santé publique, sauf harmonisation de dispositions législatives et réglementaires	129

Concurrence	87			Autres mesures relatives aux réseaux transeuropéens	129 D	Protection des consommateurs	129A
Aides accordés par les Etats	94			Décisions d'application du FEDER	130 E	Orientations concernant les objectifs des réseaux transeuropéens	129 D
Dispositions fiscales	99			Recherche et développement technologique (partiellement)	130 O	Programme cadre pluriannuel Recherche et développement technologique	130 § 1
Rapprochement des législations	100			Environnement (règle générale)	130 S	Environnement exceptions	130 S § 3
Visa pour les ressortissants des pays tiers	100C			Coopération au développement	130 W		
Union économique et monétaire	106, 109 F, 109 K			Programmes spécifiques Recherche et développement technologique	130 I § 5		
Industrie	130						
Cohésion économique et sociale	130 B						
Recherche et développement technologique (partiellement)	130 O						
Environnement (partiellement)	130 S						
Compétence d'exécution de la Commission	145						
Désignation du Président de la Commission	158						
Compétences du Tribunal de première instance	168 A						
Ressources propres	201						
Procédure budgétaire	209						
Accords internationaux	228 § 3						

(partiellement)							
Pouvoirs implicites	235						

TUE et TCE modifiés par le traité d'Amsterdam

Consultation		Avis conforme		Coopération		Codécision	
Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article
Coopération judiciaire et de police	42 TUE	Violation des droits de l'homme	7 TUE	Procédure de surveillance multilatérale	99	Interdiction de toute discrimination en raison de la nationalité	12
Révision du Traité	48 TUE	Elargissement	49 TUE	Interdiction des mesures établissant un accès privilégié des institutions de l'UE ou des Etats membres aux institutions financières	102	Exercice du droit des citoyens de circuler et de séjourner librement dans les Etats membres	18 § 2
Coopération renforcée	11	Vigilance de la Banque centrale européenne	105 § 6	Interdiction d'accorder des découverts ou des crédits aux autres institutions	103	Libre circulation des travailleurs	40
Lutte contre les discriminations	13	Fonds structurels et création du Fonds de cohésion	161	Harmonisation des valeurs unitaires et des spécifications techniques des pièces en Euro	106	Règles relatives à la sécurité sociale des travailleurs migrants de la Communauté	42
Droit de vote et d'éligibilité dans l'Etat membre de résidence	Consultation	Uniformisation des procédures de vote au PE	190 § 4			Droit d'établissement	44 § 2
Citoyenneté européenne	22	Accords avec les pays tiers	300 § 3			Coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers	46 § 2
Politique agricole	37	Modification du Statut SEBC	Protocole 18, art. 41			Reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres pour faciliter l'accès aux activités non salariées ; modification des principes législatifs	47 § 1

					existants du régime des professions par rapport à la formation et aux conditions d'accès des personnes physiques	
Libération des services	52				Asile et immigration; après une période transitoire possibilité de passerelle vers la codécision	67
Conditions d'entrée et de séjour	63 § 3				Visas après une période de transition	62
Transports	71 § 2				Politique des transports	71 § 1
Concurrence	83				Etablissement et fonctionnement du marché intérieur	95
Aides des Etats	89				Actions d'encouragement dans le domaine de l'emploi	129
Harmonisation des impôts indirects	93				Renforcement de la coopération douanière	135
Rapprochement des législations	94				Politique sociale	137 § 2
Déficits publics excessifs	104				Egalités des chances et de traitement	141
Union économique et monétaire	107 § 2 111, 112, 117, 122				Décisions d'application relatives au Fonds social européen	148
Emploi	128				Education	149
Comité pour l'emploi	130				Formation professionnelle, sauf harmonisation législative et réglementaire	150 § 4
Politique commerciale	133				Culture sauf les recommandations	151
Politique sociale	137 § 3				Santé publique	152

					(partiellement)	
Industrie	157				Protection des consommateurs	153
Cohésion économique et sociale	159				Réseaux transeuropéens	156
Recherche et développement technologique	166 § 4 172				Décisions d'application du FEDER	162
Environnement	175 §2				Recherche et Développement technologique	166
Compétence d'exécution de la Commission	202				Mise en oeuvre des Programmes cadre de la Recherche et du développement technologique	172
Compétences du Tribunal de première instance	225				Environnement, actions à entreprendre par la CE	175 § 1
Statut de la Cour de justice des CE	245				Environnement, programmes d'action à caractère général	175 §3
Nomination des membres de la Cour des comptes	247				Coopération au développement	179
Ressources propres	269				Principes généraux en matière de transparence et d'accès aux documents	254
Règlement financier	279				Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté	280
Fonctionnaires et autres agents de la CE	283				Etablissement des statistiques	285
Régions ultrapériphériques	299				Mise en place d'une autorité indépendante en matière de protection des données	286
Accords	300 § 3					

internationaux							
Pouvoirs implicites	308						

TUE et TCE modifiés par le traité de Nice

Consultation		Avis conforme		Coopération		Codécision	
Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article
Coopération judiciaire et de police	42 TUE	Violation des droits de l'homme	7 TUE	Procédure de surveillance multilatérale	99	Interdiction de toute discrimination en raison de la nationalité	12
Coopération renforcée	40 A, 44A	Elargissement	49 TUE	Interdiction des mesures établissant un accès privilégié des institutions de l'UE ou des Etats membres aux institutions financières	102	Exercice du droit des citoyens de circuler et de séjourner librement dans les Etats membres	18 § 2
Révision des Traités	48 TUE	Coopération renforcée	11	Interdiction d'accorder des découverts ou des crédits aux autres institutions	103	Libre circulation des travailleurs	40
Coopération renforcée	11	Vigilance de la Banque centrale européenne	105 § 6	Harmonisation des valeurs unitaires et des spécifications techniques des pièces en Euro	106	Règles relatives à la sécurité sociale des travailleurs migrants de la Communauté	42
Lutte contre les discriminations	13	Fonds structurels et création du Fonds de cohésion	161			Droit d'établissement	44 § 2
Droit de vote et d'éligibilité dans l'Etat membre de résidence	19	Uniformisation des procédures de vote au Parlement européen	190 § 4			Coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers	46 § 2
Citoyenneté européenne	22	Accords avec les pays tiers	300 § 3			Reconnaissance des diplômes, certificats et autres titres pour faciliter l'accès aux activités non salariées ; modification des principes législatifs existants du régime	47

					des professions par rapport à la formation et aux conditions d'accès des personnes physiques	
Politique agricole	37	Modification du Statut SEBC	Protocole 18, art. 41		Asile et immigration; après une période transitoire possibilité de passerelle vers la codécision	67
Libération des services	52				Visas après une période de transition	62
Conditions d'entrée et de séjour	63 § 3				Politique d'asile et de l'immigration	62, 63
Transports	71 § 2				Coopération judiciaire civile	65
Concurrence	83				Politique des transports	71 § 1
Aides des Etats	89				Etablissement et fonctionnement du marché intérieur	95
Harmonisation des impôts indirects	93				Actions d'encouragement dans le domaine de l'emploi	129
Rapprochement des législations	94				Renforcement de la coopération douanière	135
Déficits publics excessifs	104				Politique sociale	137 § 2
Union économique et monétaire	107 § 2 111 § 2, 112, 117, 122				Egalités des chances et de traitement	141
Emploi	128				Décisions d'application relatives au Fonds social européen	148
Comité pour l'emploi	130				Actions d'encouragement dans le domaine de l'éducation	149
Politique	133				Formation	150 §

commerciale					professionnelle, sauf harmonisation législative et réglementaire	4
Politique sociale	137 § 3				Culture sauf les recommandations	151
Recherche et développement technologique	166 § 4, 172				Santé publique (partiellement)	152
Environnement	175 § 2				Protection des consommateurs	153
Compétence d'exécution de la Commission	202				Réseaux transeuropéens	156
Création des chambres juridictionnelles	225 A				Industrie	157
Statut de la Cour de Justice des CE	245				Cohésion économique et sociale	159
Nomination des membres de la Cour des comptes	247				Décisions d'application du FEDER	162
Ressources propres	269				Recherche et Développement technologique	166
Règlement financier	279				Mise en oeuvre des Programmes cadre de Recherche et du développement technologique	172
Fonctionnaires et autres agents de la CE	283				Environnement, actions à entreprendre par la CE en vue de réaliser les objectifs visés à l'article 174	175 § 1
Régions ultrapériphériques	299				Environnement, programmes d'action à caractère général	175 § 3
Accords internationaux	300 § 3				Coopération au développement	179
Pouvoirs implicites	308				Statut des partis politiques au niveau européen	191
					Principes généraux en matière de	255

					transparence et d'accès aux documents	
					Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Commission	280
					Etablissement des statistiques	285
					Mise en place d'une autorité indépendante en matière de protection des données	286

TUE et TFUE modifiés par le traité de Lisbonne

Consultation (procédure législative spéciale)		Approbation (procédure législative spéciale)		Codécision (procédure législative ordinaire)	
Base juridique	Article	Base juridique	Article	Base juridique	Article
Service européen pour l'action extérieure (Politique étrangère et de sécurité commune)	27 TUE	Violation des droits de l'homme	7 TUE		
Financement d'urgence (Politique étrangère et de sécurité commune)	41 § 3 TUE	Investiture de la Commission	17 TUE		
Révision des Traités	48 § 3 al 1 et § 6 TUE	Lutte contre les discriminations	19		
Mesures concernant la sécurité sociale et la protection sociale	21 § 3	Citoyenneté européenne	25		
Modalités d'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et européennes	22	Révision des Traités	48 § 3 al 2 TUE		
Protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les pays tiers	23	Elargissement	49 TUE		
Mesures constituant un recul dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers	64 § 3	Retrait volontaire de l'Union	50 TUE		
Coopération administrative dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice	74	Coopération judiciaire en matière pénale	82 § 2 d)		
Mesures concernant les passeports, les cartes d'identité et les titres de séjour dans le cadre de la politique de contrôle aux frontières	77 § 3	Lutte contre la criminalité transfrontière (Coopération judiciaire en matière pénale)	83 § 1 al 3		
Mesures provisoires au profit d'un État membre se trouvant en situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de	78 § 3	Création d'un parquet européen (Coopération judiciaire en matière pénale)	86		

pays tiers dans le cadre de la politique d'asile et d'immigration					
Droit de la famille (Coopération judiciaire et civile)	81 § 3	Accords internationaux	218 § 6 a)		
Coopération policière opérationnelle	87 § 3 89	Uniformisation des procédures de vote au Parlement européen	223		
Mesures visant la non-discrimination dans le cadre de la politiques des transports	95 § 3	Mesures d'exécution du système de ressources propres	311 al 4		
Concurrence	103	Cadre financier pluriannuel	312		
Aides des États	109	Coopération renforcée	329		
Harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects	113	Pouvoirs implicites (activation de la clause de flexibilité)	352		
Rapprochement des législations des États membres ayant une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur	115				
Réglementation des régimes linguistiques des titres européens dans le cadre de la protection des droits de propriété intellectuelle au sein de l'Union	118				
Interdiction d'accorder des découverts ou des crédits aux autres institutions	125 § 2				
Déficits publics excessifs	126 § 14				
Vigilance de la Banque centrale européenne	127 § 6				
Harmonisation des valeurs unitaires et des spécifications techniques des pièces en Euro	128 § 2				
	107 § 4				

